

Qu'on les nomme « offensive réactionnaire », « mouvance conservatrice » dans les médias progressistes, « épidémie de transphobie » (Uziel *et al.*, 2022 ; Fassin, 2023), « antiwokisme » (Robert, 2022) ou « panique woke » (Mahoudeau, 2022), l'ensemble des mouvements « anti » ont investi la scène médiatique et « contaminé » progressivement la sphère politique depuis 2011, avec la polémique sur les nouveaux contenus (questions sur la sexualité et le genre) des manuels de sciences de la vie et de la Terre (SVT) accusés de propager la « théorie du genre » puis avec les débats et violences autour de la loi sur le mariage pour tous et toutes en 2013, et encore plus depuis 2024, notamment avec la proposition de loi contre les transitions des mineurs déposée par Les Républicains. Très offensif, le lexique a glissé de la « théorie du genre » à « l'idéologie LGBT », puis à « l'idéologie transgendériste » portée par des « trans-activistes », financés par les grands de ce monde et constituant un si puissant lobby, qu'il engagerait un projet transhumaniste, dont l'un des objectifs serait de « transidentifier la population », en commençant par les plus jeunes. Tout cela prêterait à sourire, si ces mouvances, omniprésentes dans les médias, n'influaient pas autant dans le débat public et dans la vie des personnes concernées.

Le lexique vocable des coalitions regroupant évangélistes, masculinistes, féministes radicales trans excluantes (TERF), sphères complotistes et d'extrême droite américaine, s'est répandu en France, augmentant la portée de l'offensive anti-trans. La tribune « Juge pas mon genre » indique qu'aux États-

Unis, « depuis le début de l'année 2024, ce ne sont pas moins de 300 projets de lois anti-trans qui ont été proposés dans divers États par les élus républicains ». La majorité des médias n'ont pas interrogé l'origine des qualificatifs, noms, verbes, l'ensemble des expressions (transactivisme, transactiviste, trans-identifier, transidentification, lobby trans, idéologie transgendériste, etc.), et le cadre idéologique de leur diffusion, à tel point qu'on les retrouve dans des titres et chapeaux, et même jusque dans l'intitulé des auditions menées au Sénat. De même pour les références. Combien de médias ont réellement enquêté sur les travaux de Lisa Littman ou Abigail Shrier, ou encore les chiffres donnés par la SEGM (The Society for Evidence-Based Gender Medicine), un think tank pourtant connu pour ses approches ultra-psychiatriques, sa promotion des thérapies de conversion et ses financements opaques. Les chiffres réels des détransitions (retransition serait plus adéquat) existent bel et bien à travers de nombreuses études (Pfäfflin, 1993 ; Landén *et al.*, 1998 ; Bonierbale *et al.*, 2005 ; Deutsch *et al.*, 2012 ; Travers *et al.*, 2012 ; Dhejne *et al.*, 2014 ; Judge *et al.*, 2014 ; Wiepjes *et al.*, 2018 ; Blasdel *et al.*, 2018 ; Grift *et al.*, 2018 ; Davies *et al.*, 2019 ; Vujovic *et al.*, 2009 ; Brik *et al.*, 2020 ; Bustos *et al.*, 2021 ; Herman *et al.*, 2022 ; Olson *et al.*, 2022 ; Trevor Project, 2022), travaux dont on nous dit pourtant qu'ils n'existent pas. On pourrait encore s'attarder sur les pays donnés en exemple pour justifier les paniques (Danemark, Italie, Hongrie, Royaume-Uni, Suède), sans expliquer que ces mêmes pays sont gouvernés ou doivent composer avec des majorités conservatrices ou ultra conservatrices. Le tournant médiatique s'accompagne d'un tournant politique-électoraliste, avec une prédominance des extrêmes droites et conservateurs que relaie la presse de droite tandis que la presse

de gauche est – presque – totalement silencieuse sur le sujet.

L'analyse du contexte conduit à des constats : comment se fait-il que les actrices et acteurs de la mouvance et militance anti-trans actuelle composaient hier la mouvance opposée au mariage pour toutes, le plus souvent issu-es de la Manif pour tous ? Cette mouvance partage une même critique sur des évolutions sociétales comme celles des manuels et programmes scolaires, l'ouverture de la PMA, l'inscription de l'IVG dans la Constitution. Que penser des entrecroisements de leurs parcours, alliant groupes conservateurs, églises et extrême droite ? Pourquoi personne dans les rangs démocrates ne se lève pour dire « ça suffit » ? Les personnes trans sont les dernières à qui l'on permet de parler de leurs questions et surtout de se défendre, car à la moindre tentative d'information, les accusations de violence, de propagande, de transactivisme, d'émanation de l'idéologie transgenre, etc., pleuvent en interdisant ainsi toute prise de parole et en les décrédibilisant par avance. La période est au déni de droit d'une partie de la population luttant pour son existence, avec la construction de nouveaux mensonges, notamment sur l'accompagnement des enfants et adolescents trans et non binaires, avec ses alliances improbables. Ajoutons le déni des circulaires, décrets et loi en cours, autrement dit des droits chèrement acquis par le mouvement trans à la suite du mouvement féministe, et notamment sur l'interdiction des thérapies de conversion, ou encore la discrimination basée sur l'identité de genre (mais pas que) sous couvert du droit d'opinion et à l'alerte, même si les mots blessent et tuent l'estime de soi, ou conduisent à de véritables agressions dans la vie de tous les jours. Les personnes trans sont redevenues des objets dont on parle comme si elles

n'étaient pas là et dans un processus de déshumanisation dont on connaît les ressorts et conséquences à la lumière des horreurs qui parsèment l'Histoire.

Bon gré, mal gré, le consensus établi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 2019, déplaçant les vies trans de la maladie mentale à la santé sexuelle, est partout attaqué à travers de nombreuses tribunes depuis 2019, le retour d'une psychanalyse patriarcale-naturaliste réclamant la possession de l'expertise contre les savoirs trans, et une politisation-médiation en une « question trans ». Derrière cette repathologisation, se dessine une société ultralibérale et une repatriarcalisation à marche forcée. L'évolution de l'OMS elle-même pèse peu dans ce nouveau récit, celui de la construction d'un nouvel « ennemi de l'intérieur ».

Après le mensonge de la « maladie mentale », le mensonge de la « propagande transactiviste » secoue le landerneau réactionnaire. Pour SOS Homophobie, c'est la « banalisation » et la « légitimation de la transphobie dans le débat public » (Rapport annuel, 16/05/2024). Sur l'essentiel, il s'agit de reconstruire le pouvoir sur des supposées « déviations » et disqualifier les savoirs trans sur les préjugés et idées reçues. Le virage de la repathologisation débouche sur une surexploitation médiatique et une surexposition de la « minorité » la plus visible du moment dans l'indifférence ou le silence des autorités (« Violences contre les personnes LGBT+ : des associations dénoncent un "silence institutionnel assourdissant" face à un phénomène en "constante augmentation" », France Info avec AFP, 01/05/2024). La « question trans » est devenue obsessionnelle pour un contrôle rigoriste des corps, indiquant un nouvel « ennemi principal » à (re)mettre au pas. Mais ce n'est pas simplement les personnes trans elles-mêmes qui sont réellement

visées, simples victimes collatérales d'une récession d'époque, d'un conflit disciplinaire se résumant à un conflit politique droite/gauche. Un déplacement s'est opéré avec le mot wokiste diffusé dans les étals médiatiques.

La fiction anti-trans (car il s'agit bien d'une construction) est devenue une réalité exploitable pour ces complotistes du réel cisgenre et son ordre naturaliste-essentialiste. Sous cette poussée, le conflit majorité/minorités a muté en un rapport cis/trans, zappant la génération non binaire et noyant la question intersexe pour dissimuler l'injonction de l'assignation à la naissance et à un corps prescrit. Cette nouvelle conflictualité remet en avant la question de la nature (ou la biologie) confrontée à celle de la culture, déjà questionnée par l'anthropologie depuis le siècle dernier. Il va de soi que les anti-trans sont toustes pour lesdites « libertés ». Ériger une propagande totalitaire et l'attribuer à un groupe, permet de taire la violence des lois d'exception, refabriquer une minorité ou un déviant sexuel *ad hoc*, contourner des lois censées protéger les personnes tout en réifiant le mur normal/pathologique.

### **Du transsexualisme à la transidentité, à la transitude**

L'une des préoccupations principales de cet ouvrage est de relayer les différentes initiatives (de Tom Reucher, du Wiki Trans, de Vivre Trans, de Betolerant, de Lexie, de Toutes des femmes, de Morgan N. Lucas, entre d'autres), ayant pour objectif de défaire les mythes et idées reçues autour de la transitude\*, de la transidentité\* et des personnes, qu'elles se nomment transsexuel·les\*, transgenres\* ou trans (ou trans', trans\*), car nous nous refusons à trier entre nous.

Notre posture est de valoriser les savoirs militants car il nous fallait injecter du « nous ». Un *nous* de la militance pré-Internet, celle du papier, des enveloppes et des timbres, du téléphone et des permanences, de la recherche d'allié·es et de soutien quand la plupart des interlocuteur·rices ne connaissaient rien à nos questions. Un *nous* de l'inscription dans les féminismes, quand on nous pensait uniquement comme des produits des technologies médicales. Au-delà des médailles réelles ou supposées, des titres honorifiques ou symboliques, nous sommes deux personnes trans et nous partageons des savoirs situés construits grâce aux apports de la pensée féministe. L'une de nous est neuroatypique, quand l'autre est handicapée physique ; l'une est non binaire\* quand l'autre se reconnaît comme femme trans ; l'une est une irréductible Bretonne quand l'autre est une immigrée chilienne toujours remontée contre les conservatismes. D'autres critères pourraient nous décrire... Nous refusons l'étiquette de « minorité tyrannique » ou de « folles de l'assignation », car penser les entrecroisements de nos oppressions comme de nos privilèges nous affranchit de l'assignation justement. Nous ne sommes pas une « chose » ou un « truc », ou des produits de ceci ou cela. Nos existences témoignent de la complexité de la condition humaine et en tant que sujets actants, nous revendiquons notre capacité à penser notre condition.

Définir les expériences de vie trans est un challenge que nous ne relèverons pas. Nous préférons une suite de contextualisation sociohistorique en tant que chercheuses mais aussi en tant qu'actrices de cette histoire qui est aussi faite d'enjeux lexicaux : se nommer - se faire nommer.

Dans l'article « Un exemple de glissement du lexique médiatique : le sujet trans dans les produc-

tions audiovisuelles » (*Essais*, 2015), il est fait état de l'évolution du vocabulaire, en répondant en partie à la question : quand et comment les mots donnent-ils lieu à adhésions et rejets ? C'est un enjeu définitionnel important. On ne peut pas définir le fait trans sans une contextualisation. Passer outre, c'est risquer de réduire à rien des expériences de vie complexes.

L'histoire du mouvement trans se comprend donc et aussi à travers l'évolution du lexique. Par exemple, le mot « travesti » a longtemps été le terme par défaut pour définir et qualifier les personnes trans, en l'absence de connaissances vulgarisées *via* la culture populaire notamment. Si la terminologie « transsexualité » et « transsexualisme », qui sera détaillée dans cet ouvrage, remonte aux années 1950, elle ne se popularisera véritablement que dans les années 1970 et 1980 dans le contexte français par exemple.

Dans les associations des années 1990, il n'y avait aucune honte à se dire transsexuel·le. Ce terme était souvent préférable à « travesti » pour de nombreuses personnes. Quand le psychologue clinicien Tom Reucher fait usage du terme dans un article de 2005 ou quand on l'entend prononcer dans le documentaire *L'Ordre des mots* de Cynthia et Mélissa Arra (2007), il ne faut donc pas sortir les fourches et monter des bûchers, mais bien contextualiser l'esprit du temps et les conditions d'énonciation. La terminologie médicale se verra rejetée progressivement, et à des rythmes différents suivant les pays, avec la contestation des conditions de la prise en charge hospitalière, du rôle de la psychiatrie, de l'effet « sans-papiers », conséquence des très grandes difficultés à obtenir des papiers d'identité. Aux États-Unis par exemple, et dès les années 1990, la théoricienne Sandy Stone « explose le concept de “transsexuel” » (Stryker et Currah, 2014).

Le début des années 2000 est marqué à la fois par de nouveaux mots et des mouvements pro-dépathologisation tout au long de la décennie (STS67, GAT, ANT, SC, Guerilla Traveloka, STP2012, entre autres) et dans un nombre croissant de pays. La terminologie médicale est largement discutée, contestée et rejetée. La définition suivante, qui est suffisamment générique pour être comprise par le plus grand nombre, apparaît et reste la base discutable sur laquelle les médias continuent à s'appuyer aujourd'hui : « Sentiment profond et inébranlable d'appartenir au sexe opposé, malgré une conformation sans ambiguïté en rapport avec le sexe chromosomique et besoin intense et constant de changer de sexe et d'état civil » (Küss, 1982).

Timidement apparue dans la deuxième moitié des années 1990, la terminologie « transgenre » importée par diverses voies et personnes (Armand Hotimsky, Hélène Hazera, entre autres) a fait son chemin et s'impose aussi dans le courant des années 2000. Les origines du terme sont plurielles suivant les sources. On retiendra une première source avec l'usage du psychiatre John Oliven, qui en 1965 propose le néologisme « transgenderism », comme synonyme de transsexualité, car le mot pointe sur le suffixe genre. Dans la deuxième moitié des années 1960, Virginia Prince popularise le terme « transgenre » dans *Transvestia Magazine* (1965-2005) et son usage du terme « transgenderal » (1969) pour se différencier des transsexuel·les. Plus tard, Christine Jorgensen, mondialement connue et longtemps considérée comme la première femme trans opérée de l'histoire, s'identifie comme *trans-gender* (*Winnipeg Free Press*, 1979) puis comme *transgender* (*News from California*, 1982). Là encore, il faut faire preuve de prudence et d'humilité car, suivant les pays, les évolutions du lexique sont différentes. Par exemple, le professeur et juriste Stephen Whittle, cofondateur de l'association

Press for Change (1992-) et auteur d'ouvrages de référence des études transgenres, indique dans le cas de l'Angleterre : « "transgenre" pas avant 1971, et "trans" (terme très britannique) pas avant 1996 » (*The Guardian*, 2010).

Certain·es considèrent que les usages du terme transgenre ont eu vocation à se distinguer des transsexuel·les, d'autres ont plaidé pour un terme parapluie comme « transidentité ». C'est-à-dire à désigner l'ensemble des personnes trans sans que les critères du recours à l'opération de réassignation sexuelle par exemple entrent en ligne de compte. Inversement, des personnes souhaitent, aujourd'hui encore, marquer leur parcours spécifique (hormonation, opération) à titre personnel et politique avec la terminologie « transsexuel·le » ou « transsexué·e ». Et cela ne devrait pas rendre leurs voix moins valides, tant qu'elles-mêmes n'invalident pas les militant·es et les politiques inclusives.

Le terme « transidentité » apparaît lui aussi en France dans les années 2000, importé par Support Transgenre Strasbourg (STS67) : « Ce terme nous semble très bien décrire, sans connotations aberrantes, ce que vivent les personnes transgenres. Nous l'avons traduit de l'allemand (où son équivalent "Transidentität" est courant depuis les années 1990) [...] » (sts67.org, 2007). En 2008, le titre de l'ouvrage *La Transidentité de l'espace médiatique à l'espace public* marque une première popularisation du terme transidentité, qui ne s'est pas faite sans mal, tout en revenant sur l'origine du mot, suite à un entretien avec Cornelia Schneider (cofondatrice avec Alexandra Augst-Merelle de STS67). Comme beaucoup d'autres mots de cette période, il a été forgé sur des *newsgroups* sur Internet dont il ne reste parfois plus de traces.

Transgenre et transidentité sont non seulement des termes conçus par les concerné·es, mais ils portent

aussi une charge militante et politique importante. Les plus jeunes ne mesurent pas toujours les batailles lexicales, administratives et politiques que leurs aîné·es ont dû mener.

Dernier venu en l'état des connaissances sur le marché lexical : le mot « transitude », proposé par le chercheur Alexandre Baril dès 2014. En 2018, il partage les différentes sources (la blogueuse Miss Koala, la bédéiste Sophie Labelle) et usages. En anglais *transness* désigne le fait d'être trans, l'état d'être trans. En 2007, nous décrivions le fait trans comme « l'expérience de vie trans », proposition complétée en 2012 par « un fait sociologique et ontologique », et réfutions le classement, hautement politique, d'une minorité opposée à une majorité. De nombreux auteur·rices d'études transgenres et d'associatifs utilisent désormais le terme « transitude » et nous y adhérons aussi, sans renier celui de transidentité. En 2019, la journée d'études « Matérialismes trans » avait ainsi mis en avant la critique du terme « transidentité » pour promouvoir l'usage de celui de transitude : « Le terme récent et désormais presque hégémonique de “transidentité”, désormais récupéré par la Sofect en France, a pour effet, au moins connotatif, de replier la transitude sur un phénomène prioritairement intérieur. » L'argumentaire très documenté du colloque précise : « À l'inverse d'une telle approche psychologisante, une approche matérialiste de la transitude s'est développée depuis le début des années 2000, conceptualisant la transitude comme un phénomène social, d'une part dans le cadre d'une analyse de classe héritée du féminisme matérialiste et, plus lointainement, du marxisme [...]. » Nous retenons cette autre indication très importante : « C'est alors comme position sociale dans une société divisée en classes de sexe, et non d'abord comme identité,

qu'est étudiée la condition des personnes trans. » Le qualificatif de « récent » n'est pas tout à fait exact. Le terme et la réflexion *ad hoc* a au moins 20 ans d'existence, notamment dans les ateliers pédagogiques et conférences organisées aux Universités d'été euroméditerranéennes des homosexualités (UEEH) depuis 2005. En 2007, la conférence « Nos identités et après ? » proposait un point général sur le type de lien social produisant des savoirs situés et des minorations-stigmatisations en cascades. Mais ce qui reste saillant, par-dessus la militance des droits sociaux, est la critique anti-trans sur le « ressenti », analysé comme une boîte de Pandore des déviances 2.0. Nombre de jeunes personnes trans sont nées avec, ou juste après, la création et les usages militants et sociaux du terme transidentité, sans oublier que nous le soutenions afin de sortir du lexique des nosographies médicales. Cette lutte a eu un coût, elle n'avait rien d'une douce passade et elle nous a coûté plus que des larmes.

Tout comme au Québec où transidentité est discuté (car introduit par des chercheurs non trans), n'est-ce pas les usages récents (popularisations et récupérations) et les opportunistes, qu'il conviendrait de discuter plus avant ? À l'origine, ce terme est le marqueur d'une révolte face à la psychiatrisation et au fait de se faire nommer. Il n'a pas eu vocation à promouvoir une politique de l'identité avec le ressenti comme seul fondement. La majorité des personnes qui ont porté ce terme, dès le début des années 2000, étaient initiées aux écrits de Sandy Stone (1991), Kate Bornstein (1994), Patrick Califia (1997, 2003) ou encore de Leslie Feinberg (1992, 1993, 1996). La notion de classe de genre ne nous était donc pas inconnue et nous nous y référions dans nos propres écrits dès 2008, mais sans les apports de la pensée actuelle développée par les actrices et acteurs des

matérialismes trans, s'affirmant avec l'ouvrage *Matérialismes Trans* (Clohec et Grunenwald, 2021).

Lectrices et lecteurs auront compris que nous ne sommes pas en mesure de donner une définition fixe, intangible, indiscutable. Nous pouvons en revanche insister sur l'idée que les personnes trans ont en commun le « franchissement de genre » (Thomas, 2014) dans des sociétés binaires, patriarcales et inégalitaires, et qu'elles subissent toutes, à des degrés divers, des « sanctions sociales de franchissement de genre » (Espineira, 2014). En effet, passer d'une classe à l'autre n'est pas sans risque car les personnes trans subissent des violences qui reposent sur ce « bouleversement de l'ordre du genre » (Beaubatie, 2019).

Tour à tour ou simultanément : fait divers, ersatz de la révolution sexuelle, marginalité, question de société, mouvement d'égalité des droits, vogue, mode ou épidémie, les personnes trans n'ont jamais atteint une reconnaissance sans condition. Comme si leur appartenance à l'humanité avait été donnée à crédit, elle se voit sans cesse questionnée et remise en cause. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, des politiques, des psychiatres, des psychanalystes, des universitaires et même des féministes, répandent des idées fausses, pour partager et tenter de faire passer des opinions, des peurs personnelles et des fantasmes pour de la science et des mises en garde. Pourquoi serions-nous une menace ? Ces idées reçues mettent les personnes en danger et il faut le dire. Le droit à la vie et au bonheur ne devrait pas se quémander. Cet ouvrage a ainsi pour objectif de démystifier les expériences de vie trans et de les rendre accessibles au plus grand nombre.